



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 12– 21 juillet au 6 septembre 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- En pleine campagne électorale, les candidats au poste de premier ministre ont annoncé vouloir amender l'*Online Safety Bill*

### Economie numérique et régulation

- Le gouvernement britannique s'est opposé à la vente de *Pulsic Limited* à une société chinoise pour des raisons de sécurité nationale
- Une unité dédiée à la prévention de l'automutilation et du suicide sur les réseaux sociaux va être créée au sein de l'*OFCOM*

### Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement autorise *Altice* à augmenter sa participation au capital de l'opérateur britannique historique *BT*
- Le gouvernement annonce que 70 % du R-U dispose désormais d'une connexion très haut-débit par fibre optique
- Le gouvernement britannique va collaborer avec la Corée du Sud dans la R&D sur l'*Open RAN*
- Le gouvernement déploie un nouveau système pour soutenir le recours aux tarifs sociaux proposés par certains fournisseurs d'accès à internet

### Données et intelligence artificielle

- Le *Data Access Agreement* entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis entrera en vigueur début octobre

### Spatial

- L'opérateur français de satellites *Eutelsat* a annoncé la signature d'un protocole d'accord renforçant la perspective d'une fusion avec l'opérateur britannique *OneWeb*
- L'autorité de concurrence britannique lance une enquête sur le projet de fusion des opérateurs de satellites *Viasat* et *Inmarsat*
- Le gouvernement britannique a dévoilé un programme de financement de 273 M£ pour soutenir l'innovation et la transition écologique dans le secteur aérospatial

## Cyber-sécurité

- L'autorité de concurrence britannique a validé l'acquisition d'Avast par NortonLifeLock

## Ecosystème tech

- Le secteur des technologies de sûreté en ligne connaît une forte croissance au Royaume-Uni
- Rapport: [FinTech Investment Landscape H1 2022 - Innovate Finance – The Voice of Global FinTech](#)

## **Fait marquant : En pleine campagne électorale, les candidats au poste de premier ministre ont annoncé vouloir amender l'Online Safety Bill**

Le sujet de l'*Online Safety Bill* (projet de loi visant à réguler les contenus en ligne dont la discussion au Parlement reprendra le 15 septembre) a émergé le 10 août lors d'un débat télévisé entre Liz Truss et Rishi Sunak, les deux finalistes pour les postes de futur leader du parti conservateur et de premier ministre. Les candidats ont [repris](#) les [critiques](#) de certains conservateurs qui dénoncent les atteintes que le texte porterait à la liberté d'expression. La nouvelle première ministre, Liz Truss, qui était déjà la grande favorite des [sondages](#), s'est engagée à apporter des modifications au texte afin qu'il ne porte pas atteinte à la liberté d'expression. Si elle a convenu que les mineurs devaient être protégés contre les contenus préjudiciables, elle estime que les adultes doivent pouvoir s'exprimer librement et que « la situation doit être la même en ligne qu'hors-ligne ». Rishi Sunak s'est également engagé à réexaminer les obligations du projet de loi, en ce qui concerne les discours « légaux mais préjudiciables », sur lesquels se concentrent les critiques. Les prochaines semaines diront si ces annonces seront concrétisées ou s'il ne s'agissait que de propos de campagne visant à recueillir les voix des conservateurs les plus à droite du parti. L'[avancée](#) des négociations du texte au Parlement (après neuf mois de travail pré-législatif, le texte entrera bientôt en 3<sup>e</sup> lecture à la *House of Commons*) pourrait toutefois limiter la marge de manœuvre du futur gouvernement à revenir sur certaines dispositions. Il convient toutefois de noter que, Nadine Dorries, qui en tant que ministre en charge du texte dans le précédent gouvernement s'était battue pour démontrer qu'il était compatible avec le respect de la liberté d'expression, avait un temps été [pressentie](#) pour conserver son poste mais a finalement [refusé](#) l'offre faite par Liz Truss; le texte sera donc porté par un nouveau ministre. En réaction aux propos des

candidats, des [voix](#) se sont élevées les appelant à ne pas amender le texte et un fonctionnaire du *Department for Digital, Culture, Media and Sport*, a [déclaré](#) à *Politico* qu'« une majorité de parlementaires sont en faveur de faire plus, et non moins, dans le projet de loi, et cela est soutenu par les sondages d'opinion (...) ».

## 🌐 Economie numérique et régulation

### 1 Le gouvernement britannique s'est opposé à la vente de *Pulsic Limited* à une société chinoise pour des raisons de sécurité nationale

Le ministre de l'industrie, Kwasi Kwarteng, a publié le 17 août, une [ordonnance](#) bloquant la vente de [Pulsic Limited](#), une société basée à Bristol et spécialisée dans la conception de circuits électroniques destinés à l'industrie des semi-conducteurs, à *Super Orange HK*, une entreprise chinoise soutenue par le fonds national chinois d'investissement dans l'industrie des circuits intégrés. Le gouvernement s'est opposé à la vente en invoquant « un risque pour la sécurité nationale », conformément au [National Security and Investment Act](#) (NSIA) adopté en 2021, qui lui permet d'imposer des conditions, de bloquer ou d'annuler une opération, s'il estime qu'elle est susceptible de porter atteinte à la sécurité nationale. En l'espèce, il a considéré que la vente présentait un risque car la propriété intellectuelle et les logiciels de l'entreprise pouvaient « être utilisés pour construire des capacités de défense ou technologiques ». Cette décision fait écho à [l'enquête](#) ouverte (toujours en cours) par le gouvernement sur le rachat du plus grand producteur britannique de couches de silicium (utilisée dans la fabrication des semi-conducteurs) *Newport Wafer Fab*, par une société néerlandaise contrôlée par un groupe chinois. L'intervention du gouvernement dans ce secteur, traduit sa volonté d'être plus autonome dans ce secteur stratégique, confronté à une [pénurie](#) depuis la crise de la Covid-19. Mais à l'inverse des [Etats-Unis](#) et de l'[Union européenne](#), le Royaume-Uni ne dispose [pas encore](#) d'un plan visant à renforcer l'autonomie dans ce secteur. Le recours au NSIA pour bloquer des acquisitions d'entreprises n'est pas exempt de [critiques](#), certains investisseurs et avocats craignant qu'elle soit utilisée pour promouvoir l'intérêt économique du Royaume-Uni plutôt que pour protéger sa sécurité nationale.

### 2 Une unité dédiée à la prévention de l'automutilation et du suicide sur les réseaux sociaux va être créée au sein de l'OFCOM

La *House of Lords* [discute](#) actuellement d'un [texte](#) visant à créer une nouvelle unité au sein de l'OFCOM (régulateur des télécommunications britannique), qui aurait pour charge de conseiller le ministre du *Department for Digital, Culture, Media and Sports* (DCMS) sur la prévention de l'automutilation et du suicide en ligne. Cette unité serait chargée d'évaluer l'efficacité des lois actuelles afin de lutter contre ces phénomènes et de proposer d'éventuels changements réglementaires afin d'y pallier plus efficacement.



## 📡 Télécommunications et réseaux

### 1 Le gouvernement autorise *Altice* à augmenter sa participation au capital de l'opérateur britannique historique *BT*

Après une enquête de trois mois, le gouvernement britannique a [estimé](#) que l'augmentation de la participation d'*Altice*, groupe français détenu majoritairement par Patrick Drahi, au capital de *BT*, l'opérateur télécoms britannique historique, ne posait pas de risque pour la sécurité nationale au regard du [National Security and Investment Act](#) (NSIA). Cette décision fait suite à l'annonce de Patrick Drahi, en décembre dernier, d'augmenter sa participation au capital de *BT* à hauteur de 18 %, six mois après avoir réalisé une première prise de participation de 12,1 %. L'homme d'affaires a toujours indiqué que son objectif n'était pas de réaliser une OPA complète sur le groupe, mais que son investissement était motivé par les perspectives de croissance dans la fibre optique. Selon le [Financial Times](#), il n'est toutefois pas exclu que Patrick Drahi souhaite augmenter sa participation au capital de *BT* à l'avenir. Si tel était le cas, le gouvernement a déclaré, que des prises de participation supplémentaires feraient « l'objet d'une enquête séparée » et a rappelé qu'il veillerait « toujours à protéger l'infrastructure télécoms nationale du Royaume-Uni ».

### 2 Le gouvernement annonce que 70 % du R-U dispose désormais d'une connexion très haut-débit par fibre optique

Le gouvernement a [annoncé](#) le 30 août, que 70 % des foyers à travers le Royaume-Uni disposaient désormais d'une couverture à une connexion « gigabit » ou à très haut-débit par fibre optique (avec une vitesse de connexion de 1 Gb/s), contre 39 % un an auparavant. Afin de palier le retard du pays en matière de déploiement du très haut-débit et réduire la fracture numérique entre les territoires, le gouvernement a lancé le [Project Gigabit](#) au printemps 2021, un plan d'investissement de 5 Md£ destiné offrir une couverture totale du pays (99 %) à [horizon 2030](#), avec un objectif intermédiaire de [85%](#) à horizon 2025. Clive Selley, directeur général d'*Openreach*, la division de *BT* chargée du déploiement des réseaux de fibre optique pour les particuliers, [dénonce](#) toutefois le processus « tortueux » de recrutement des travailleurs après le Brexit qui ralentirait le déploiement du très haut-débit à travers le pays.

### 3 Le gouvernement britannique va collaborer avec la Corée du Sud dans la R&D sur l'*Open RAN*

Le gouvernement a [annoncé](#) le 26 juillet, un partenariat avec la Corée du Sud qui porte sur un concours visant à développer un projet de R&D destiné à accélérer le développement de la technologie [Open RAN](#). Chaque pays financera un groupe de plusieurs entreprises qui travailleront ensemble pour accélérer le développement de solutions techniques visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les réseaux *RAN* ouverts. Le développement de cette nouvelle technologie - une architecture de réseau, qui en dissociant les parties matérielle

(*hardware*) et logicielle (*software*), permet aux opérateurs d'acheter des technologies ouvertes et interopérables auprès d'un plus grand nombre de fournisseurs, et ainsi de fournir des services plus performants et innovants aux utilisateurs (tels que la 5G ou 6G) - permettrait de diversifier la chaîne d'approvisionnement en accroissant le nombre de fournisseurs de réseaux de télécommunication, qui est un objectif du R-U identifié dans la [5G Supply Chain Diversification Strategy](#). Cet accord avec la Corée du Sud, qui intervient après la signature d'une [décision d'adéquation](#) et d'un [accord](#) sur la propriété intellectuelle en juillet, approfondit davantage la coopération entre les deux pays, et s'inscrit dans la [stratégie](#) du gouvernement d'intensifier sa coopération avec les pays de la zone indo-pacifique.

#### 4 Le gouvernement déploie un nouveau système pour soutenir le recours aux tarifs sociaux proposés par certains fournisseurs d'accès à internet

Le gouvernement entend [faciliter](#) l'accès à internet des ménages les plus modestes (bénéficiaires de certaines prestations sociales) à des tarifs avantageux dits « sociaux » proposés par certains fournisseurs. Alors que ces offres permettraient – selon les [estimations](#) de l'*Ofcom* (régulateur des télécommunications) – aux 4,2 millions des ménages éligibles d'économiser jusqu'à 144 £ par an, seuls 1,2 % de ces foyers en profitaient jusqu'à présent. Ces offres, moins chères que des offres classiques (tarifs sociaux à partir de [14,40 £ / mois](#)), ne peuvent être soumises à des hausses de prix et des frais de résiliation. Ce nouveau service, disponible depuis le 22 août, entend ainsi généraliser l'accès à ces offres en permettant aux fournisseurs de vérifier, avec l'autorisation de leurs clients, s'ils ont souscrit à une offre adaptée à leur profil et s'ils pourraient être éligibles aux tarifs sociaux. Le gouvernement discute également avec les fournisseurs d'accès à internet qui ne proposent pas encore de tarifs sociaux en vue de généraliser cette pratique dans un contexte de forte inflation ([10,1 %](#) en août).

## Données et intelligence artificielle

#### 1 Le *Data Access Agreement* entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis entrera en vigueur début octobre

Les deux pays ont [annoncé](#) que le [Data Access Agreement](#), signé en 2019, entrerait en vigueur le 3 octobre 2022. Cet accord permettra de faciliter la collecte de preuves pour les forces de l'ordre des deux pays, qui seront habilités à demander directement des données détenues par les fournisseurs de services de télécommunications (notamment les opérateurs) dans la juridiction de l'autre pays, afin de lutter contre « les crimes graves, notamment le terrorisme, la maltraitance des enfants et la cybercriminalité ». L'entrée en vigueur de l'accord, prévue initialement en juillet 2020, a été [retardée](#) pour que les processus d'habilitation puissent être mis en place. Cet accord – [annoncé](#) comme une « première mondiale » par les parties – permettra aux services répressifs d'émettre directement auprès d'entreprises technologiques étrangères leurs demandes d'accès aux données de leurs clients, plutôt que de passer par la

voie gouvernementale traditionnelle, qui peut prendre des années. Il est à noter toutefois que les transferts de données du Royaume-Uni vers les Etats-Unis devront respecter la loi de protection des données britannique, ce qui pourrait créer des [litiges](#).

## Spatial

### 1 L'opérateur français de satellites *Eutelsat* a annoncé la signature d'un protocole d'accord renforçant la perspective d'une fusion avec l'opérateur britannique *OneWeb*

Le 26 juillet, *Eutelsat* a [annoncé](#) avoir signé un protocole d'accord prévoyant que les actionnaires d'*Eutelsat* et de *OneWeb* détiendraient chacun 50 % des parts de la future entité ; les gouvernements français et britannique [détenaient](#) respectivement de 10 et 11 %. Le rachat de *OneWeb* par *Eutelsat* donnerait naissance à un géant européen de l'internet haut débit depuis l'espace et permettrait de rivaliser avec Starlink, le projet de mégaconstellation de satellites. En avril 2021, *Eutelsat* avait déjà pris part au capital de *OneWeb* à hauteur de 24 % après avoir dû renoncer au rachat de l'entreprise en octobre 2020, face à l'ampleur de l'investissement ; c'est le gouvernement britannique qui, dans une décision rare et [contestée](#), en avait alors fait l'acquisition avec le groupe indien *Bharti*. L'opération permettrait à la fois à *Eutelsat* de se diversifier par rapport à son activité principale, en perte de vitesse, et d'assurer à *OneWeb* la capacité d'investissement nécessaire pour finaliser sa constellation de satellites. Cette annonce a soulevé des critiques outre-manche, le *Telegraph* (journal lié au parti conservateur) a [critiqué](#) l'opération, en alertant sur la diffusion de « propagande russe » par *Eutelsat* qui retransmet la chaîne d'Etat *Rossiya 1*. Ces critiques ne semblent toutefois pas remettre en cause la position du gouvernement, Kwasi Kwarteng, le ministre en charge de l'industrie, ayant [défendu](#) les avantages de l'accord en réponse aux critiques d'un député.

### 2 L'autorité de concurrence britannique lance une enquête sur le projet de fusion des opérateurs de satellites *Viasat* et *Inmarsat*

La *Competition and Market Authority* (CMA - autorité de concurrence) a [annoncé](#) le 9 août, qu'elle ouvrait une enquête sur le rachat de l'opérateur de satellites britannique *Inmarsat* par *Viasat*, une entreprise américaine spécialisée dans les télécommunications par satellites (annoncée en juin dernier, pour un montant de 7,3 Md\$). La CMA va évaluer si l'opération, en conférant un pouvoir de marché trop important à la nouvelle entité, pourrait avoir un effet négatif sur la concurrence (procédure anti-trust). La première phase de l'enquête arrivera à échéance le 5 octobre. A la demande de plusieurs Etats membres, la Commission européenne a également ouvert une enquête. L'opération est enfin contestée outre-atlantique par *SpaceX*, qui a [dénoncé](#) l'accord auprès de la *Federal Communications Commission* (FCC – autorité fédérale américaine des communications), avançant que *Viasat* avait violé les règles de la FCC et ne devrait donc pas être autorisée à contrôler les actifs d'une autre société.



### 3 Le gouvernement britannique a dévoilé un programme de financement de 273 M£ pour soutenir l'innovation et la transition écologique dans le secteur aérospatial

Lors du salon international de l'aéronautique de Farnborough, le ministre de l'industrie, Kwasi Kwarteng, a dévoilé un [programme de financement](#) pour le secteur aérospatial. Ce fonds est destiné à soutenir l'investissement dans des technologies innovantes et vertes, telles que les avions à énergie solaire et hydrogène, les taxis volants et les drones transportant des traitements médicaux. Le plan prévoit notamment la construction d'une autoroute automatisée pour drones, sur 260 km, et reliant des villes telles que Cambridge et Rugby. Selon le gouvernement, ce programme pourrait contribuer à la création de 81 000 emplois.

## Cyber-sécurité

### 1 L'autorité de concurrence britannique a validé l'acquisition d'Avast par NortonLifeLock

Après avoir [bloqué](#) l'opération en mars dernier, la *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de concurrence britannique) a [autorisé](#) le rachat de l'entreprise tchèque Avast par l'entreprise américaine NortonLifeLock. Les deux entreprises proposant des logiciels antivirus, de confidentialité VPN et de protection de l'identité, la CMA craignait que l'opération ne nuise à la concurrence au sein du marché britannique de la cybersécurité et qu'elle fasse augmenter le prix des logiciels de sécurité. L'intervention de la CMA avait fait [chuter](#) le cours de l'action des deux sociétés, à hauteur de 11 % pour Avast et de 6 % pour NortonLifeLock. L'autorité a finalement considéré que l'évolution rapide de l'offre de logiciels de cybersécurité aux consommateurs confrontait les deux entreprises à une forte concurrence, notamment de la part de McAfee et des applications de sécurité développées par Microsoft. L'opération avait auparavant été validée par les autorités américaine et allemande.

## Ecosystème tech

### 1 Le développement de technologies de sûreté en ligne connaît une forte croissance au Royaume-Uni

Le secteur des technologies de sûreté en ligne regroupe les entreprises qui développent des produits et services pour rendre plus sûrs les plateformes, applications et sites en ligne. Ces technologies permettent, par exemple, de mieux repérer les contenus illégaux en ligne, de contrer le harcèlement et la désinformation, et d'empêcher l'accès des mineurs à des contenus inappropriés. Selon une [étude](#) réalisée pour le gouvernement, le secteur serait en

forte croissance, avec un chiffre d'affaires en augmentation de 21% par rapport à l'année dernière et atteignant 381 M£. L'étude fait aussi état d'une augmentation de 30% des emplois dans le secteur en un an, pour atteindre 2 850 personnes. Plus de la moitié des entreprises se situent en dehors de Londres, avec des concentrations à Leeds, Edimbourg et Manchester. Pour le gouvernement, cette étude va dans le sens des dispositions contenues dans l'*Online Safety Bill* et de son engagement à « faire du Royaume-Uni le lieu le plus sûr pour naviguer en ligne ».

## 2 Rapport : FinTech Investment Landscape H1 2022 - Innovate Finance – The Voice of Global FinTech

Le groupement représentant les entreprises de la *FinTech* au Royaume-Uni, *Innovate Finance*, a publié son rapport d'été présentant l'état de l'investissement dans le secteur. Selon ses données :

- bien que l'investissement dans le secteur soit en baisse au niveau mondial, le Royaume-Uni fait figure d'exception : l'investissement poursuit sa croissance et s'élevait à 9,1 Md\$ au premier semestre 2022, soit une augmentation de 24% par rapport au premier semestre 2021 ;
- le Royaume-Uni reste la deuxième place mondiale pour les investissements dans ce secteur, derrière les Etats-Unis.

### *Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 21 juillet et 6 septembre 2022 :*

- Constructive Bio, *BioTech* (entreprise créant des génomes artificiels et réécrivant le code génétique des organismes vivants), Seed, 15 M\$
- Replay, *BioTech* (entreprise développant des technologies afin d'améliorer la médecine génomique), Seed, 55 M£
- Patchwork Health, *WorkTech* (plateforme développée par le *NHS* afin de réformer la gestion de son personnel), Série B, 20 M£

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



- [Onto](#), *Electric Car* (plateforme offrant un service proche du *leasing* pour voitures électriques), [Série C, 60 M\\$](#)
- [GridServe](#), *EnergyTech* (entreprise qui exploite le réseau de recharge des autoroutes électriques), [Founding Round, 200 M£](#)